

Exacerbée par les élections allemandes, l'évolution du regard a concerné d'autres scrutins auparavant, en Italie en février dernier, en Grèce en juin 2012 ou en Espagne en novembre 2011. « Les Européens sont en train de prendre conscience que chaque élection compte », analyse Ulrike Guérat, directrice du bureau berlinois du European Council on Foreign Relations. Il y a un intérêt réciproque croissant pour les élections chez les voisins, du moins au sein des élites. »

L'élection grecque et les scores des formations d'extrême-droite Aube dorée et de la gauche radicale Syriza avaient captivé le reste de l'Europe. Tout comme l'annonce par le premier ministre grec, en octobre 2011, de l'organisation d'un référendum au sujet d'un plan d'aide à Athènes, qui avait toutes les chances d'être rejeté – avant que le projet de référendum soit abandonné. De même, le duel entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, en mai 2012, a suscité l'attention hors de l'Hexagone et les observateurs de la vie politique française ont été sollicités plus que d'ordinaire par la presse européenne.

« Il y a eu un effet d'apprentissage, on sait davantage ce qui se passe chez nos voisins, et il en restera quelque chose à l'avenir », commente Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques-Delors. Moi-même j'ai appris des choses, je n'avais jamais vu un premier ministre grec prêter serment devant des prêtres orthodoxes ! À défaut de voir un « espace public européen », rêve de nombreux Européens convaincus, certains comme Thierry Chopin notent dans ce changement une « européanisation des espaces publics nationaux », peut-être de bon augure pour la participation aux élections européennes de mai 2014.

« Le sentiment de communauté s'accentue », estime Éric Maurice, de Presseurop. Reste que cet intérêt s'applique davantage aux pays en crise ou aux membres du « noyau dur » européen, comme l'Italie ou la France, qu'à de petits pays comme l'Autriche, où se tiennent des législatives dimanche 28 septembre dans la plus grande discréetion.

MARIANNE MEUNIER

Les principaux dossiers suspendus au scrutin outre-Rhin

► Les partenaires de Berlin savent que l'horizon politique sera plus dégagé une fois les élections passées. Les principaux « grands chantiers » européens, aujourd'hui gelés, pourraient finalement trouver une issue.

1/Un pas de plus vers l'union bancaire

Les Allemands ont plusieurs fois exprimé des réticences depuis que le projet d'union bancaire européenne a été officiellement lancé, en juin 2012, et l'approche du scrutin législatif outre-Rhin n'a pas facilité les discussions. Ce projet vise à éviter que d'éventuelles difficultés rencontrées par les banques se répercutent sur les comptes des États, obligés jusqu'à présent de renflouer ces dernières avec de l'argent public pour leur éviter la faillite. Le premier volet a finalement fait l'objet d'un compromis permettant qu'à l'automne 2014, la BCE devienne le superviseur unique européen des banques d'une certaine taille. Le deuxième volet consiste à centraliser à Bruxelles toute opération de restructuration ou de liquidation d'une banque de la zone euro.

VU DE GRÈCE

Après les élections, l'heure de vérité

► Les Grecs estiment que, une fois le scrutin allemand passé, une nouvelle restructuration de leur dette va commencer.

ATHÈNES

De notre correspondant

« Et nous, on vote où ? », peut-on lire sur des murs de la capitale grecque. Les réseaux sociaux se font le relais de la même demande, plutôt incongrue, puisqu'il s'agit, pour les Grecs, de savoir où se trouve leur bureau de vote pour les élections

« La perspective des élections allemandes a clairement constitué un facteur de blocage, affirme Alan Lemangnen, chez Natixis. Il est particulièrement difficile, en pleine campagne électorale, de faire accepter à son opinion publique que le sort d'un établissement bancaire national puisse être décidé à Bruxelles. Qui plus est si l'on crée également un "fonds de résolution européen" abondé par une taxe sur les établissements bancaires de chaque pays... » À ses yeux, une solution de compromis est déjà bien esquissée, qui pourra être actée avec les partenaires européens aussitôt après la formation d'un nouveau gouvernement à Berlin.

2/Vers un troisième plan d'aide à la Grèce

La Grèce a longtemps été un sujet tabou dans une Allemagne en campagne électorale, au moins dans le camp conservateur d'Angela Merkel. L'opposition, elle, a souvent reproché au gouvernement en place de cacher la vérité aux électeurs sur la nécessité d'un nouveau renflouement des caisses grecques. C'est sans doute pour leur couper l'herbe sous le pied que Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, a publiquement déclaré

lors d'un meeting, en août, qu'Athènes allait « avoir besoin d'un autre programme ».

« Le gouvernement allemand avait déjà accepté publiquement, voilà un an, l'idée d'une nouvelle aide à la Grèce si celle-ci renouait avec un excédent budgétaire primaire (hors remboursement de la dette) », rappelle Jésus Castillo chez Natixis. Cette éventualité ne constitue donc pas une surprise. « Cela étant dit, poursuit l'économiste, les Grecs n'ont rien à attendre sur le fond de l'élection outre-Rhin, et du gouvernement qui sortira des urnes. L'horizon politique sera certes un peu plus dégagé, les décisions pourront être prises plus vite et plus simplement. Mais les grands principes défendus par l'Allemagne avant le scrutin resteront les mêmes après le 22 septembre, en particulier le refus d'une nouvelle restructuration de la dette hellène, qui pèserait cette fois sur les comptes publics » dans la mesure où les créanciers privés ont déjà été « rincés » en 2012.

3/Relancer le projet européen

Le reste de l'Europe attend de voir un net redémarrage du « moteur » franco-allemand. Il tourne péniblement depuis plusieurs mois, grippé

par la perspective d'un scrutin allemand qui a mobilisé les énergies outre-Rhin et placé le personnel politique dans une position attente. De profondes divergences de point de vue entre les chrétiens-démocrates allemands et le gouvernement socialiste français sur la direction à donner à l'UE ont aussi affaibli le couple franco-allemand.

« Après le scrutin, nous avons l'intention de travailler ensemble en vue d'une vision de l'Europe sur dix ans », promet une source allemande. Les sommets européens prévus à Bruxelles en octobre puis en décembre seront autant d'occasions de mesurer la dynamique franco-allemande.

Fusion des postes de président de la Commission et du Conseil européen, renforcement de la zone euro avec des sommets réguliers et un Parlement ad hoc : ces scénarios de refonte institutionnelle de l'UE, échafaudés comme autant de contreparties nécessaires à l'intégration budgétaire en cours, attendent d'être concrètement précisés.

MARIE DANCER
et MARIANNE MEUNIER

LIRE AUSSI pages 26-27.

PAROLES

ESTELLE GRELIER

Secrétaire nationale du PS aux politiques européennes, députée de Seine-Maritime

« Une grande coalition permettrait un virage européen »

Le vrai sujet des élections allemandes est de savoir s'il y aura une grande coalition entre l'Union démocrate-chrétienne et le Parti social-démocrate (CDU/CSU-SPD). Si le SPD rentre au gouvernement fédéral allemand, nous espérons qu'il pourra peser en faveur d'un virage européen, d'une approche différente de l'Europe et d'une relance du couple franco-allemand. La chancelière Angela Merkel incarne une forme de « maman » européenne : elle a une vision étroite et très punitive de l'Europe. Mais l'Allemagne ne peut pas s'enfermer dans un rôle individualiste et continuer à prendre tous les sujets à revers, sous un prisme national. Elle doit se doter d'une autre vision européenne, co-construite avec les autres pays. »

RECUILLI PAR CORINNE LAURENT

allemandes ! « Angela Merkel décide de nos salaires, nos retraites, nos emplois, nos vies, pourquoi est-ce que nous n'aurions pas le droit de voter ? », se demande, mi-figure, mi-raïsin, Petros Adiamandis. « On vit à l'heure allemande, poursuit-il, autant aller jusqu'au bout ! »

Le fait est que depuis le début de la crise en Grèce, il n'est pas un bulletin d'information qui ne parle pas de la politique allemande. Les déclarations des ministres allemands font l'ouverture des journaux, avec toujours la même question sous-jacente : « Est-ce que ce scrutin va changer quelque chose pour nous ? » Autrement dit, « est-ce que l'austérité va se relâcher ? »

que la politique allemande change vis-à-vis de la Grèce, quel que soit le vainqueur du scrutin. « Selon Deutsche Welle et Der Spiegel, la crise grecque a rapporté 41 milliards d'euros à Berlin, pourquoi voulez-vous que cela change ? », s'indigne-t-il. Opinion très largement partagée au sein de la population grecque.

En fait, selon la presse, ce qui va changer après le scrutin, c'est que Berlin pourra enfin dire la vérité sur la situation réelle de l'économie grecque. Pour l'instant, Allemands et Grecs sont bombardés de messages optimistes par leurs gouvernements, qui parlent de « success story de l'économie grecque », de « huit mois de budget primaire positif ». Mais « la

« Angela Merkel décide de nos salaires, nos retraites, nos emplois, nos vies, pourquoi est-ce que nous n'aurions pas le droit de voter ? »

À désespéré, désespéré et demi. La situation est telle que les Grecs sont prêts à croire n'importe quoi, pourvu que cela donne un peu d'espoir. De la même manière, ils avaient beaucoup misé sur l'élection de François Hollande pour faire contre-poids à Angela Merkel au sein de l'Europe, mais ils ont été déçus par la politique du président français.

Les Grecs restent convaincus que la chancelière sera réélue quoi qu'il arrive. Pour Stelios Kouloglou, fondateur de la première télévision sur Internet TVXS, il n'y a aucune chance

vérité », estime Aris Hatzistefanou, coauteur du documentaire *Debtocracy*, « est que la dette grecque est ingérable. Elle est passée de 120 % du PIB, au début de la crise, à 180 %. Il faudra à nouveau la restructurer, et sur ce point les autorités allemandes et grecques mentent. »

L'heure de vérité sera donc pour tous lundi matin, après les élections. Coïncidence ? Les experts de la troïka (Union européenne, BCE, FMI) arrivent ce jour-là, à Athènes, pour une nouvelle évaluation...

THOMAS JACOBI

REPÈRES

LE SYSTÈME ÉLECTORAL ALLEMAND

• Près de 62 millions d'Allemands élisent, dimanche 22 septembre, le 18^e Deutscher Bundestag (Diète fédérale allemande). Les députés sont élus pour quatre ans lors d'un scrutin à un seul tour.

• 598 sièges seront à pourvoir dans le cadre d'un système électoral « mixte à finalité proportionnelle » particulièrement complexe. Les électeurs disposent de deux voix : une pour élire le député de l'une des 299 circonscriptions, l'autre pour déterminer la répartition à la proportionnelle des 299 autres sièges entre les partis ayant recueilli plus de 5 % des sièges ou trois élus dans les circonscriptions. Si un parti obtient plus de députés avec la première voix que la seconde, cela peut conduire à créer jusqu'à 202 sièges supplémentaires.

• Les partis représentés au Bundestag doivent ensuite trouver un accord de coalition pour gouverner le pays. Tous les cas de figure sont théoriquement possibles et ce n'est donc pas nécessairement le chef du parti comptant le plus de députés qui devient chancelier.